

Interdiction des licenciements Pas d'accords de compétitivité-flexibilité

Le rapport de l'expert gouvernemental sur PSA, du dénommé monsieur Sartorius, est tombé la semaine dernière. La direction de PSA peut jubiler : son plan massif de réduction de 8 000 postes vient d'être entériné par l'expert : « *la nécessité, dans son principe, d'un plan de réduction des effectifs n'est malheureusement pas contestable* » a-t-il déclaré.

Mais de l'aveu même de ce rapport, « *Le groupe PSA a distribué des dividendes pour un montant total de 2,8 milliards d'euros* ». Les voilà les prétendues difficultés financières de PSA !

Le gouvernement entérine les licenciements massifs...

Côté gouvernement, ce qui était « *inacceptable* » pour François Hollande en juillet est désormais devenu « *normal* ». Arnaud Montebourg, qui avait fait semblant de gronder PSA, juge aujourd'hui que « *des mesures de redressement sont indispensables* ».

Ce n'est pas pour rien que tous les travailleurs ont aujourd'hui les yeux fixés sur le sort des ouvriers de PSA. Nous sommes tous dans le même bain.

Car ces licenciements et fermetures à PSA, Fralib, Air France, Sanofi, Doux et tous les autres ne sont que les premiers volets d'une attaque générale contre les travailleurs que le patronat prépare avec l'aide active du gouvernement.

... et voudrait faire avaler le chantage patronal par des négociations

Une attaque que le gouvernement voudrait « *négoier* », et qu'il qualifie de « *réforme du marché du travail* ». Traduire : la flexibilité, la baisse des salaires et la précarité pour les salariés, et de nouvelles dérogations au droit du travail, de nouvelles subventions et protections pour les grands patrons voulant se tailler une meilleure part de gâteau dans la concurrence internationale.

Et cette réforme au bénéfice des multinationales française, prend le nom de ce que les patrons et le gouvernement baptisent « *accords compétitivité-emploi* ». De quoi s'agit-il ?

Le ministère du travail vient d'annoncer vendredi un long cycle de négociations avec les confédérations syndicales, « *pour une meilleure sécurisation de l'emploi* », dit-il, présenté comme un « *accord gagnant/gagnant* ». Doublement gagnant pour le patronat, oui, et doublement perdant pour les travailleurs.

L'exemple de Sevelnord

Car le prototype de ce type d'accords, salué par le patronat de la métallurgie, est celui qui a été signé en juillet dernier à Sevelnord où une entreprise qui est désormais propriété du seul groupe PSA (encore lui) où par tous les syndicats sauf la CGT.

Au menu de l'accord Sevelnord : gel des salaires sur au moins 2 ans ; perte de 4 jours de RTT ; un temps de rattrapage obligatoire « *si la production journalière n'est pas atteinte* » ; mobilité interne devenue « *prérogative de l'employeur* » et donc imposée, avec possibilité de mutation vers un poste de qualification inférieure ; mobilité externe dans le groupe PSA ou dans d'autres entreprises, etc.

Objectif de la direction : gagner 1000 € par véhicule produit, et supprimer près de 1000 postes selon les calculs de la CGT. Voilà l'accord prototype que le gouvernement voudrait « *négoier* », et donc faire accepter aux syndicats complaisants en agitant le chantage à l'emploi.

La rentrée sociale, c'est maintenant

C'est cela que les travailleurs doivent refuser en préparant une riposte d'ensemble. C'est ce refus que les salariés de l'automobile et d'ailleurs préparent à l'occasion :

- du rassemblement des salariés de PSA le 29 septembre à Aulnay-sous-Bois,
- de la montée à Paris le même jour des ouvriers de Ford Blanquefort,
- du rassemblement le 9 octobre au salon de l'automobile à Paris,
- et des manifestations nationales, également le 9 octobre, contre l'austérité avec des salariés de bien d'autres entreprises.

Accord compétitivité-emploi : l'arnaque

L'usine PSA de Sevelnord, près de Valenciennes, vient de signer le premier accord compétitivité-emploi de la branche automobile. Son objectif est d'augmenter de 1000 € la marge par véhicule grâce à la réduction des effectifs, au blocage des salaires et à l'accroissement de la flexibilité.

Alors que Sevelnord est passé en dix ans de 4500 salariés à 2700 aujourd'hui, la direction compte sur la mobilité pour réduire encore les effectifs. Mobilité externe vers les autres sites du groupe ou, via des « prêts de main d'œuvre », vers d'autres entreprises de la région. Mais aussi mobilité interne : le salarié dont le poste est « sensible » pourra être muté sur un poste d'un niveau inférieur. S'il refuse, il n'aura d'autre choix que de partir, Sevelnord le dispensera alors gracieusement de son préavis ! Et s'il manque de volontaires au départ, Sevelnord menace de chômage partiel, mais payé à 60 % au lieu de 90 %.

Le chantage à l'arrivée d'un nouvel utilitaire a permis à la direction d'imposer aussi le gel des salaires pendant au moins 2 ans, la perte de 4 jours de RTT pour les cadres et les ETAM, la baisse des primes de nuit ou des majorations le samedi

Cerise sur le gâteau : l'« overtime » qui permet de prolonger la durée du travail de l'équipe qui n'a pas rempli son quota de production de 21 mn. Les salariés ne peuvent refuser et sont prévenus 2h avant.

Sous prétexte de garantir les emplois, cet accord planifie leur diminution sur fond de dégradation des conditions de travail et de baisse du pouvoir d'achat : la double peine. Inacceptable !

Accord compétitivité-emploi : l'épidémie

Renault vient d'entamer une négociation en central avec les syndicats sur la « compétitivité ». L'accord compétitivité-emploi signé à Sevelnord servira de référence. Si on ne veut pas subir le même sort, il va falloir le faire savoir.

AI : Augmente les Inégalités

Autre sujet de négociation actuelle en central : la rémunération des ETAM, avec au menu la suppression des AGS (Augmentations Générales de Salaires). La direction voudrait étendre aux techniciens le système de rémunération des cadres qui n'ont que des AI (Augmentations Individuelles), un système arbitraire où de plus en plus de cadres n'ont pas d'AI ou des AI en dessous des AGS.

De quoi donner envie de se mobiliser ensemble, ETAM et cadres, pour réclamer des AGS pour tous.

Antigel

Après un nouveau Directeur de l'Ingénierie et Qualité, Renault vient de recruter un nouveau Directeur des Opérations de la Région Europe. Dire qu'on croyait que les embauches étaient gelées ?!

Des salariés trop collants

Les salariés de Renault Douai subiront entre 15 à 19 jours de chômage partiel en octobre, et jusqu'à 30 d'ici la fin de l'année. La direction avait d'abord envisagé de baisser la cadence sans faire de chômage. Mais comme il n'y a eu « que 150 volontaires » au lieu de 450 pour partir sur d'autres sites (en plus des 550 salariés déjà détachés), elle maintient la cadence et opte pour le chômage partiel, avec une perte d'environ 15 % net de salaire. Si avec ça, elle ne trouve pas d'autres « volontaires » !

Renault-PSA : 2 stratégies contre l'emploi

La direction voudrait nous faire croire que Renault « s'en sort mieux » que PSA car l'entreprise aurait su prendre à temps le « tournant de la mondialisation ».

Pourtant avec le PRV, la GPEC et le blocage des embauches, les effectifs de Renault Sas sont passés de 44 000 salariés en 2005 à 36 000 en 2011 (alors que PSA compte 100 000 salariés en France). Et ce n'est pas fini. Pas de quoi se vanter donc.

Les salariés de Renault auraient au contraire toutes les raisons de se mobiliser avec ceux de PSA.

Mission impossible

Après le remboursement aux frais réels imposé pour les missions inférieures à 15 jours, le nouveau barème préconise de refuser aussi le remboursement au forfait pour la plupart des missions inférieures à 6 mois (sauf pour le Maroc ou encore la Chine).

Dans plusieurs directions, cela passe tellement mal que la mesure est gelée pendant un mois et mise à l'étude. Comme quoi, quand on montre qu'on n'est pas content

Corée vous fait à leur place ?

Suite à une série de grèves partielles massives, les salariés de Hyundai ont obtenu des concessions : fin du travail de nuit, passage des équipes de 10h à 8 ou 9h, augmentation de 5,4 % des salaires de base, prime de 5 mois de salaire, versement de 6 700 € à chacun, etc. Et certains qui nous présentaient les travailleurs de Corée comme des petits soldats !

Samsung et sans image

Renault Samsung Motors a annoncé la suppression de 800 postes sur 5 500, soit 15 % des effectifs. Les « volontaires » avaient jusqu'à la fin de la semaine dernière pour quitter les lieux. Brutal.

La tentation de San Francisco

Patrick Pélat a annoncé sa démission. Il part comme vice-président exécutif chez Salesforce.com, une entreprise de nouvelles technologies basée en Californie. Le point commun entre Pélat et de nombreux salariés de Renault ? L'insatisfaction. La différence ? Le point de chute au soleil et la taille du carnet de chèques.